

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
France et Colonies	26.50	50.00	96.50
Etranger	30.00	55.00	100.00
	75.00	150.00	300.00

58^e ANNEE — 0 fr. 30

100, RUE REAUMUR, PARIS-2^e — CH. POST. 1.472
TELEGRAMMES : INTRAN-PARIS

Directeur JEAN FABRY

TELEPH. : GUTENBERG 30-60 et TURIGO 54-40
INTER GUTENBERG 85 et LA SUITE

DEVANT LA COMMISSION DES FINANCES DE LA CHAMBRE

M. VINCENT AURIOL expose la situation de la Trésorerie

**A combien s'élèveront les charges
du Trésor au cours
des prochains mois et comment
le gouvernement
entend-il y faire face ?**

Où en est la Trésorerie ? Telle est la question qui sera posée aujourd'hui à M. Vincent Auriol, ministre des Finances, par la commission des finances de la Chambre.

Une question analogue lui sera adressée par la commission des finances du Sénat.

D'autre part, la Chambre engagera demain le débat sur le collectif. A cette occasion, diverses interventions sont à prévoir. M. Fernand Laurent, qui a déposé une demande d'interpellation sur la situation financière, se trouvera naturellement amené à intervenir au débat. M. Dommange prendra sans doute aussi la parole au sujet de la taxe de 6 %.

Les problèmes du Trésor

Certains chiffres ont été mis récemment en avant pour exprimer les besoins du Trésor au cours de l'année 1937. On a parlé de 40 ou même de 50 milliards, par exemple.

Le ministre des Finances n'acceptera évidemment pas ces évaluations pessimistes. Des récentes déclarations qu'il a faites et surtout des dernières décisions qu'il a prises, on peut dégager, semble-t-il, le plan suivant pour la trésorerie.

Distinguer entre les besoins du budget proprement dit et les besoins des organismes annexes : P.T.T., Colonies, Chemins de fer, etc.

Inviter ces organismes annexes à couvrir eux-mêmes leurs dépenses. Ces dernières années, c'est le Trésor qui s'est fait souvent le banquier des P.T.T., par exemple, ou celui des grands réseaux. Il se refuse à assumer plus longtemps ce rôle. Grands réseaux et P.T.T. emprunteront eux-mêmes les milliards qui leur sont nécessaires. Les charges de la trésorerie s'en trouveront allégées d'autant.

Le ministre invite même les Colonies et Protectorats, les Chemins de fer, les P.T.T. à rembourser progres-

**M. Rustu Aras
a eu, à Milan,
un premier entretien
avec le comte Ciano**

➔ Voir l'article page 3.

Important conseil de cabinet à Londres

**M. Eden expose les grandes lignes du projet de
réponse britannique au chancelier Hitler**

**M. von Ribbentrop rejoint son poste
pour soulever le problème colonial**

(DE NOTRE ENVOYE PERMANENT)

LONDRES, 3 février.

(par téléphone)

M. Baldwin, qui s'est longuement entretenu hier, avec George VI, président du conseil, au sujet de la situation extérieure et de la réponse à faire au discours prononcé par le chancelier du Reich, samedi dernier.

M. von Ribbentrop, le subtil émissaire du Reichsführer, rejoint son poste d'ambassadeur extraordinaire à Londres. De nouvelles missions sont importantes lui sont confiées.

Les revendications coloniales

Il faut, en effet, sonder le terrain, savoir quelles sont exactement les réactions des Anglais, conservateurs ou travaillistes, lorsqu'on parle de revendications coloniales du Reich.

sivement à l'Etat les avances que celui-ci leur a consenties. Le Trésor fait rentrer ses créances.

C'est ainsi que les grands réseaux mettent à sa disposition le montant de l'emprunt de 40 millions de livres qu'ils viennent de contracter à Londres. D'autres emprunts de moindre envergure pourront être conclus avec l'étranger par d'autres organismes : Villes, Colonies, etc.

Alléger le marché de Paris

Co recouru à l'emprunt extérieur semble correspondre à une double préoccupation :

Obtenir des réserves de change ;

Alléger le marché de Paris.

En accordant au marché français un répit de quelques mois, le Trésor escompte évidemment un redressement des rentes qui permettrait ensuite aux emprunts d'Etat de se placer mieux, c'est-à-dire à des taux moins élevés. Il est nécessaire d'obtenir une détente de l'argent à long terme.

➔ Voir la suite en page 3

« Je serai pour les artistes de la Villa Médicis un camarade expérimenté... »

nous déclare, à Rome, M. Jacques IBERT

le nouveau directeur de l'Académie de France

(DE NOTRE ENVOYE PERMANENT)

ROME, 3 février

(par téléphone)

C'est dans le décor anonyme d'un appartement de palace que je trouve M. Jacques Ibert. Lorsque j'entre, le nouveau directeur de la Villa Médicis est assis devant de grandes fenêtres d'où l'on voit la mer. Il écrit une partition d'orchestre. Comme je le félicite, il s'exclame :

— Vous l'avez su presque aussi vite que moi : le ministre, M. Jean Zay, m'a appris ma nomination ce matin, à 10 heures, par téléphone.

— Contente ?

— Très content. Mais ma tâche sera délicate. Je m'efforcerai de la bien remplir.

Il se lève. Grand, simple de manière, le torse moulu dans un chandail de laine bleue, l'air énergique et décidé, l'œil gris, les tempes grises, le nouveau directeur n'a rien du pontife académique. Et ceux qui ont entendu ses œuvres en savent la hardiesse, la tendance moderne.

Relations italiennes

« Je connais bien aussi les milieux musicaux italiens, les compositeurs Malipiero, Casella, Rieti, Castelnuovo-Tedesco, Petracchi, Labroca, Dalia Piccola, les chefs d'orchestre Molinari, Serafini, Capuana, de Sabata, et d'autres que j'oublie. J'ai eu aussi, à Paris, deux élèves italiens. »

De la fenêtre, la lumière du jour déclinant tombe sur les feuilles blanches où courent des doubles croches en rampe d'escalier.

J'écris cette musique, m'explique M. Jacques Ibert, qui comprend mon regard, pour accompagner le film tiré de « Feu Mathias Pascal », de Pagnol. « L'homme de nulle part », dans lequel Pierre Blanchard a d'ailleurs fait une création admirable.

C'est pour cela que vous êtes à Rome ?

— Mais oui. Depuis dix jours. Et c'est ainsi que la nouvelle de ma nomination est venue me surprendre.

— Quand irez-vous à la Villa Médicis ?

— Pas avant d'y être accompagné par mon prédécesseur, Paul Landowski.

Projets

« Je voudrais aussi voir le ministre, M. Jean Zay, dont le choix m'a profondément touché. Et j'ai également de nombreuses questions à régler à Paris. Songez que ma nouvelle situation intervient brusquement dans mon activité : à part celle-ci — un geste vers la partition manuscrite — j'ai écrit la musique de trois films, un ballet pour Ida Rubinstein, qu'on verra au printemps à l'Opéra, « l'Aiglon », avec Honegger pour mars à Monte-Carlo, une énorme partition pour les Fêtes de la Lumière, sur le thème du 14 Juillet, et destinée à l'Exposition de MAURICE MONTABRÉ.

SUR LES ROUTES DE FRANCE

En suivant le peuple des errants

**Seules quatre lois régissent
la vie des gitans**

par notre envoyé spécial Jean d'ESME

On les appelle de vingt noms différents — selon le pays qu'ils habitent. En Espagne, ce sont les Gitanos, en Italie les Zingari, en Angleterre les Gypsies, en Allemagne les Zigeuner, en Arabie les Chams, en Hongrie les Pharao nepek (peuple de Pharaon), en Perse les Sin-Hindous, en Roumanie, en Russie et en Pologne les Tziganes, en France les Bohémiens, ailleurs les Romanichels.

Eux-mêmes se donnent le titre de « Romes » — les « Hommes ». Peu importe.

Quel que soit le nom qu'ils portent, ce sont les Errants.

Les Grands Vagabonds.

L'appel de la route

Tout à travers le monde, ils vont, sans répit.

Ils déambulent au long de l'Asie, comme de l'Amérique et de l'Europe. Le temps, la distance, autant de notions qu'ils ignorent, qu'ils ne se sont jamais soucés de connaître.

De la vaste terre, ils ont fait leur terrain de parcours.

Ici, ils passeront sans même s'arrêter ; ailleurs, ils demeureront deux heures ; là, ils s'établiront pour un mois ou un an. Par endroits, ils semblent établis, fixés, enracinés au sol ; mais un beau jour, abandonnant la maison de pierre, l'habitation qu'on avait connue définitive, ils partent — brusquement.

Pour aller où ?

Nul ne le sait — pas, même eux.

Ils avancent devant eux, sans hâte, vers la Hongrie ou vers la Roumanie, vers l'Indochine, vers le peu connu.

Le voyage durera ce qu'il durera : un mois ou trois ans.

La chose est sans importance. L'essentiel est d'obéir à l'appel de la route, au vague impérieux des lointains et vastes horizons.

Le démon de la déambulation — ou le dieu de l'Aventure — est toujours maître de leur âme.

Une insatiable soif de liberté vagabonde les torture et les aiguillonne sans relâche.

Etrange force intérieure que des siècles et d'autres siècles encore ont mise en un instinct profond — et qui, irrésistiblement, les pousse au long des chemins et les campe au revers des fossés.

Au gré des lentes randonnées des roulettes...

Au fil des routes de France — comme de toutes les routes du monde — vous les rencontrerez.

Une ville les reçoit qu'ils abandonnent pour une autre cité.

Ils passent d'Espagne en France et de France en Allemagne, en Italie, en Hongrie.

Echange perpétuel, car ceux de là-bas viennent aussi chez nous.

Et ils se rencontrent ici et là, dans des foires, dans de grands pèlerinages.

Et ils se reconnaissent, fraternisent. Ce peuple, j'ai voulu le connaître. J'ai été séjournier au milieu de ses camps.

En France, je les ai trouvés un peu partout, de la Belgique à la Méditerranée, et de l'Océan aux Alpes.

Mais la région qu'ils hantent de préférence, celle où ils se concentrent plus volontiers, est celle du Sud-Ouest : Périgord, Montpelliér, Trèdes, Narbonne, Carcassonne.

J'y suis donc descendu.

➔ Voir la suite en page 3

AU FIL DES HEURES

Défense nationale

Ceux-ci trouveront en dernière page le feuilleton :

« Ouvrez le ban ! »

Que vient de montrer le débat sur la Défense nationale ?

Ceci en premier lieu : Tous les Français ont le souci d'assurer la sécurité du pays et sont prêts aux plus grands sacrifices pour maintenir et compléter notre force militaire. Si quelqu'un, à l'étranger, espérait de nos divisions politiques un affaiblissement de l'armée, il est aujourd'hui démenté.

M. Daladier a rendu à nos soldats et à leurs cadres un juste hommage que le pays a recueilli avec joie. Il a, de cette façon, si nous osons le dire, justifié la politique des hommes et des partis qui, depuis vingt ans, ont combattu pour que nous ne fussions pas désarmés.

A ces clairvoyants, à ces obstinés des renforts sont venus : celui des socialistes et celui des communistes. Le moment est passé où l'extrême-gauche se refusait à voter les crédits militaires. Le moment est passé où l'on prêchait que la paix trouverait sa plus sûre garantie dans le désarmement, fût-il unilatéral ; où l'on soutenait que le meilleur moyen d'atteindre l'équilibre budgétaire et de restaurer la prospérité était de réduire à rien les dépenses militaires.

Il a bien fallu ouvrir les yeux à l'évidence et reconnaître le péril. Si bien que les extrémistes ont abandonné leur position doctrinale et que les voilà devenus militaristes. Ce n'est pas nous qui le leur reprocherons. Nous leur en adresserons même des félicitations joyeuses.

Pourtant, nous continuerons à ressentir quelque méfiance. Il reste trop de rouge dans le drapeau communiste pour qu'un petit coin tricolore suffise à nous rassurer complètement. Le loup est devenu berger, mais il reste doup et garde ses dents. Il s'agit de savoir si le communisme français quand il approuve la défense nationale n'approuve pas simplement celle d'un futur canton de la III^e Internationale.

GALLUS.

DOUZE AVIONS

**recherchent
le « Dragonfly »**

**L'appareil du « Daily
Express » s'est-il
écrasé contre
une montagne d'Ecosse ?
Est-il tombé dans
la mer d'Irlande ?**

LONDRES, 4 janvier.

Un appareil de tourisme, un de Havilland « Dragonfly » appartenant à notre confrère anglais le « Daily Express », n'a pas été signalé depuis le dernier message radiotélégraphique lancé un quart d'heure après son départ de l'aérodrome de Renfrew (Ecosse) ; le dernier appel du radio était pour demander la direction de l'aérodrome de Speke.

A bord de l'avion se trouvaient quatre personnes, le pilote Jackson, le radiotélégraphiste Philipps et deux passagers, MM. Harold Pemberton et le photographe Reginald Charles Wesley.

Le « Dragonfly » du « Daily Express » avait quitté Renfrew, hier mardi, à 11 heures, pour se rendre à Liverpool et Glasgow pour livrer à une étude topographique des routes commerciales aériennes préconisées récemment par le rapport sur l'aviation civile anglaise présentée par la commission Maybury.

Les régions que devait survoler l'appareil sont recouvertes de neige, elles font partie du massif des montagnes basses d'Ecosse.

Une douzaine d'avions militaires et civils ont entrepris, ce matin, dès l'aube, les recherches. Les bases d'aviation militaire de la Royal Air Force et les bateaux patrouillant dans la mer d'Irlande ont été priés de se livrer également à des recherches.

Le « Dragonfly » du « Daily Express » avait quitté Renfrew, hier mardi, à 11 heures, pour se rendre à Liverpool et Glasgow pour livrer à une étude topographique des routes commerciales aériennes préconisées récemment par le rapport sur l'aviation civile anglaise présentée par la commission Maybury.

➔ Voir la suite en page 3

SITUATION DRAMATIQUE A FLINT

LA GRÈVE des bras croisés se transforme en grève de la faim

**Plus d'approvisionnements
pour les ouvriers**

(DE NOTRE CORRESP. PARTICULIER)

FLINT (Michigan), 3 février.

(par câble)

La séance des référés s'est déroulée devant une assistance nombreuse et un peu agitée. Mais le juge Paul V. Gadola a gardé, sans broncher, toute son imperturbabilité. Le dialogue entre celui qui devait décider du sort des usines occupées par les grévistes et l'avocat représentant les intérêts du syndicat ouvrier — tout sobre et réservé qu'il a été — doit être cité en entier.

Il symbolise, pour ainsi dire, le conflit entre deux mondes étrangers l'un à l'autre — deux conceptions de la justice humaine qui ne peuvent plus se comprendre mutuellement — deux univers totalement différents, celui des situations acquises et celui de l'équité sociale en marche.

L'avocat fut bref :

— Nous affirmons que la General Motors n'a pas le droit de disposer de ses propriétés.

Le juge, un peu étonné :

— Prétendez-vous, maître, que n'importe qui peut s'emparer de la propriété d'autrui ?

— Nous ne le prétendons nullement. Mais il nous semble que les quelques personnes qui se sont emparées de la direction des General Motors n'ose-

raient pas se présenter ici, « car leurs mains ne sont pas propres ».

— Cela veut-il dire qu'une mauvaise action commise par une des parties peut devenir une bonne action si l'autre partie contrevient aux lois existantes ? L'avocat se contenta d'une dernière réplique :

— La General Motors a violé les lois et la Constitution et s'est mal conduite vis-à-vis de ses employés.

L'ordre d'évacuation

Aussitôt après, le juge Gadola annonça la décision que tout le monde savait inévitable : les usines doivent être évacuées par les grévistes en 24 heures. Pour donner une nuance de modernisme social à sa sentence, le juge ajouta cependant :

— Le problème des grèves « sur le tas » a été mis devant par le tribunal ni résolu par lui. Il reste ouvert. Tout ce que j'ai fait, c'est de proclamer que les droits des propriétaires sont défendus par l'Etat.

La sentence étant exécutable, le gouverneur Murphy en avisa le chef de la police et du détachement de la garde nationale postée devant les usines.

Et c'est à ce moment que l'avocat du syndicat démasqua une des batteries de réserve, indiquant clairement son intention d'élargir le débat jusqu'à ses extrêmes limites.

— Le juge Gadola — anonyme T. C. aux journaux — est actionnaire, lui-même, de la General Motors. Comment peut-il être juge et partie en même temps ?

C'est pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'un essai de récusation d'un juge pour le motif ci-dessus. Il est facile de prévoir à quelles complications infinies on aboutirait si on admettait que les intérêts pécuniaires du juge peuvent le rendre indigne de siéger : tout le problème de la lutte des classes est contenu dans cette formule à apparence presque inoffensive.

La grève de la faim

L'ordre de faire évacuer les usines ayant été remis aux autorités militaires, celles-ci décidèrent de procéder graduellement. Pour commencer, les barrières furent établies de façon à interdire toute communication des grévistes avec le monde extérieur. Près de toutes les communications du pavillon, non occupé par les ouvriers, qui assure le chauffage central de tous les bâtiments principaux.

➔ Voir la suite en page 3

Les œuvres d'art que Marini prétendait détruites sont-elles toujours au château de Vic-sur-Aisne ?

➔ Voir l'article page 3.

Spilers joue sa tête devant les assises de Pau

**...et la foule s'apprête de nouveau à envahir
le prétoire**

(DE NOTRE CORRESP. PARTICULIER)

PAU, 3 février.

(par téléphone)

C'est aujourd'hui, à 13 h. 30, que commence la deuxième phase du fameux Spilers. Nous pouvons dire la deuxième phase, puisque le premier fut interrompu de façon théâtrale, le 26 novembre dernier, par l'éclosion du chef du jury déclaré incapable de siéger.

Spilers eut, en cette circonstance, une révision de peine et l'espoir, peut-être, de pouvoir s'évader, lui le spécialiste de l'évasion. Il s'était, en effet, échappé déjà cinq fois et avait réussi à fausser compagnie de la façon la plus élégante du monde à ses gardiens.

Edias ! Il lui a fallu déchanter et les gendarmes débraillés se sont révélés irréprochables quant à leur surveillance.

Et Spilers, ce matin, dans sa cellule de Pau, attend l'heure de sa comparution devant la cour d'assises qui sera présidée par M. Lefranc, conseiller doyen, assisté de MM. Castay, conseil-

ler à la cour, et Popin, juge suppléant. Le procureur général sera encore M. Ancelin, et le substitut aviné et adroit qui, la dernière fois, démolit patiemment la thèse de Spilers, M. Roder-Talher.

Spilers sera défendu par M. Delmas, bâtonnier du barreau de Bayonne. La foule paillarde s'apprête de nouveau à envahir le prétoire car le procès remporte encore ici le même succès. Des services spéciaux ont une lueur de précautions inouïes ont été adoptées afin d'empêcher le bandit de la prison au Palais.

Que nous réserve Spilers, homme décevant, intelligent et roué ?

Persistera-t-il dans son système enfantin de défense, mettant son lourd bagage de quinze cambriolages et d'un crime sur le compte de fantomatiques amis espagnols disparus à point nommé ? Il est probable.

Dans ce cas, et se souvenant des premières audiences, il est aisé de prévoir que Spilers joue sa tête et qu'il a de bien mauvaises cartes en mains. — E.